

2 Avril 1770

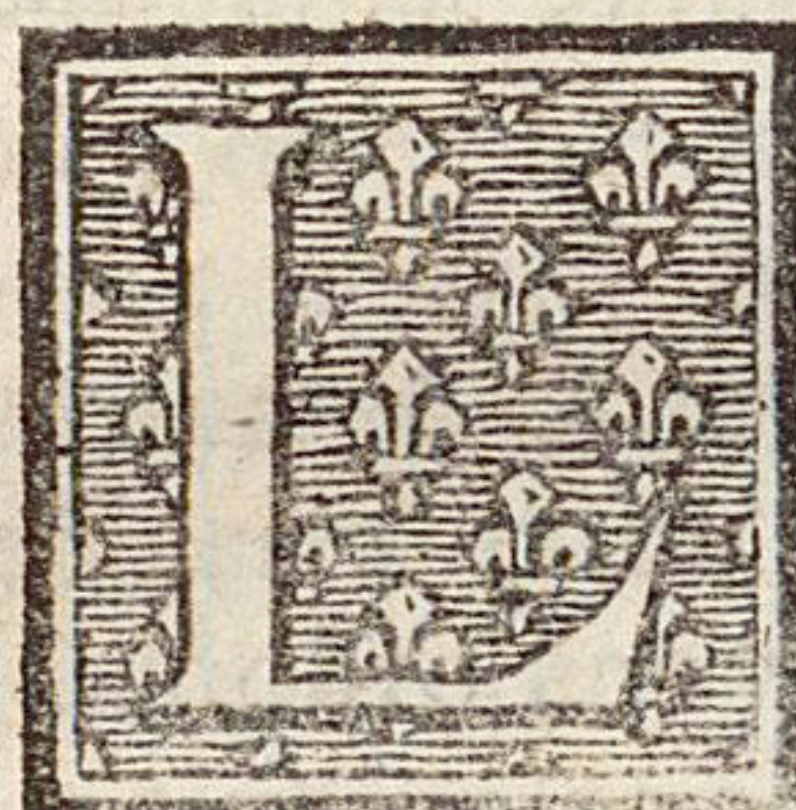
3.3. 770

591



LETTRES PATENTES,

CONCERNANT l'étroite Observance de l'Ordre de Grammont.



LOUIS, par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre. A tous ceux qui ces présentes Lettres verront : SALUT. Sur ce qui Nous a été représenté par le Vicaire Général de l'étroite Observance de l'Ordre de Grammont, qu'en vertu des pouvoirs & consentemens des Religieux de ladite étroite Observance qui lui ont été donnés dans les Assemblées capitulaires des différens Monasteres, il auroit obtenu de nous au mois de Juillet mil sept cent soixante-huit, des Lettres-Patentes, par lesquelles, en confirmant lesdites Délibérations, Nous aurions ordonné, que lesdits Religieux qui composoient les Monasteres de Chavanon diocèse de Clermont, de Faye diocèse de Nevers, de Vieuxpou diocèse de Sens, & de Saint Michel diocèse de Lodève, seroient tenus de se retirer dans tels autres Monasteres de ladite réforme qui leur seroient indiqués par ledit Vicaire Général; & aurions autorisé les Supérieurs majeurs à affermer & régir provisoirement les biens & revenus desdites Maisons, & à les appliquer aux différens Monasteres de ladite Observance; & ce, pendant l'espace de deux années seulement, pendant lequel temps, lesdits Religieux seroient tenus de prendre telle délibération ultérieure qu'ils jugeroient la plus utile à ladite Réforme, pour Nous être présentée, & par Nous autorisée, s'il y avoit lieu, dans les formes ordinaires; qu'en conséquence desdites Lettres dûment enregistrées le cinq Août suivant, lesdits Monasteres auroient été évacués; mais que la situation où se trouvoient lesdits Religieux, le petit nombre auquel ils sont réduits, & l'éloignement respectif tant des Monasteres évacués, que de ceux encore subsistans, qui en rendoit l'administration ruineuse & difficile, étoient autant d'obstacles au desir qu'ils avoient de perpétuer l'austérité de leur Réforme, & de satisfaire également à toutes les dispositions de notre Edit du mois de Mars

A

2+

Lodève

Chast. Veron. Chast. S. S. Sens

mil sept cent soixante-huit ; qu'il ne leur restoit d'autres ressources ; que de passer dans d'autres Ordres ou Congrégations où ils pourroient pratiquer les Observances auxquelles ils se sont engagés ; pourquoi , il croyoit devoir Nous supplier au nom de tous lesdits Religieux , en les dispensant de l'exécution de notre Edit du mois de Mars mil sept cent soixante-huit , de leur accorder toute permission & autorisation à cet effet ; comme aussi de leur assurer sur les biens des Maisons de ladite Observance , un revenu suffisant pour leur entretien , & proportionné à leur âge , leurs besoins , & au rang de chacun d'eux dans les Ordres sacrés , ainsi qu'aux facultés des Maisons de ladite Réforme , le tout suivant le tableau qui en a été dressé & à nous présenté par ledit Vicaire Général , s'en rapportant au surplus entièrement à notre sagesse : dans ces circonstances , voulant donner auxdits Religieux de la Réforme de Grammont des preuves de notre bienveillance , & pourvoir à la conservation des biens desdits Monastères , & à ce qu'il en soit fait l'emploi le plus utile à la Religion , & aux Diocèses dans lesquels ils sont situés , Nous avons jugé à propos de faire connoître nos intentions. A CES CAUSES , & autres à ce Nous mouvans , de l'avis de notre Conseil , de notre certaine science , pleine puissance , & autorité Royale , Nous avons ordonné , & par ces Présentes signées de notre main , ordonnons ce qui suit :

A R T I C L E P R E M I E R.

Dispensons les Religieux de l'étroite Observance de l'Ordre de Grammont , de notre Edit du mois de Mars mil sept cent soixante-huit ; en conséquence , permettons à chacun d'eux , de passer & s'aggréger , ou affilier dans tel Ordre , Congrégation , ou Maison régulière de notre royaume qui sera par eux choisi , pour y vivre sous la Règle , & sous l'autorité des Supérieurs desdits Ordres ou Congrégations.

A R T. II.

Exhortons & autorisons les Archevêques & Evêques dans les Diocèses desquels sont situés les Monastères de ladite Observance , à procéder suivant les formes prescrites par les Saints Canons & Ordonnances du Royaume , à l'extinction , suppression & union des Menses conventuelles desdits Monastères , pour en être les revenus appliqués à tels établissemens ecclésiastiques qu'ils jugeront convenables , & aux conditions qu'ils seront jugés nécessaires ; & seront lesdits Décrets pour lesdites unions , suppressions ou extinctions , à Nous présentés pour être revêtus , s'il y a lieu , de nos Lettres - Patentes , conformément à notre Edit du mois de Septembre mil sept cent dix-huit.

A R T. I I I.

Voulons, que sur les revenus dont jouissent actuellement lesdits Monasteres, même sur l'aumône que nous avons coutume de faire à la Maison de Thiers, & que nous voulons être continuée tant que vivront les Religieux auxquels elle est affectée, & sur la Menſe Priurale de Louye, dont Nous nous réservons la disposition & nomination, ainsi qu'elle nous appartient, & préalablement à tout emploi, il ſoit payé à chacun des Religieux de ladite Réforme, une pension viagere pour leur ſubſiſtance & entretien, en ſuivant la proportion portée à l'état attaché ſous le contre-ſcel des Préſentes.

A R T. I V.

Lesdites pensions viageres ſeront payées annuellement de quartier en quartier, & d'avance par les Supérieurs ou Adminiſtrateurs des établiſſemens auxquels lesdits Monasteres auront été réunis; & ce, à compter du premier Janvier prochain, juſqu'auquel temps, les Supérieurs & Religieux de ladite Obſervance, continueront à jouir des biens & revenus deſdits Monasteres.

A R T. V.

Lesdites pensions viageres accroîtront par la mort deſdits Religieux au profit des ſurvivans, juſqu'à la ſomme de huit cens livres ſeulement, ſans que ledit accroiſſement puiſſe avoir lieu en faveur des Freres Convers, ni qu'il puiſſe être prétendu ſur d'autre Maison que celle qui aura été nommément chargée de la pension des ſurvivans.

A R T. V I.

Il ſera, à la requête deſdits Religieux, & ſous les ordres du Vicaire Général, procédé à l'inventaire ſommaire des effets mobiliers de chacun deſdits Monasteres, & enſuite à la vente d'iceux, pour le prix en provenant être employé dans les effets permis par notre Edit du mois d'Août mil ſept cent quarante-neuf, & le revenu d'iceux annuellement appliqué à l'augmentation au marc la livre des pensions deſdits Religieux, & ce ſans préjudice de l'augmentation comprise dans l'Article précédent.

A R T. V I I.

Dans les cas où lesdites unions ne ſeroient pas entièrement conſom-

4

mées avant le premier Janvier prochain ; voulons que provisoirement les biens desdits Monasteres soient régis, & les revenus perçus par ceux qui seront par Nous à ce commis, lesquels seront tenus sous les ordres & directions des Archevêques & Evêques diocésains, de satisfaire à l'acquit des fondations, si aucunes y a, aux autres charges desdits Monasteres, & notamment aux pensions desdits Religieux, ainsi qu'il est porté par les Articles précédens.

A R T. V I I I.

Les Supérieurs & Religieux desdits Monasteres seront tenus de remettre, soit aux Supérieurs ou Administrateurs des Etablissements auxquels ils auront été réunis, soit dans le cas où l'union ne seroit pas consommée, à celui qui aura été par nous nommé à cet effet, tous les titres de propriété, baux, papiers & renseignemens concernant les biens desdits Monasteres, desquels sera fait un inventaire sommaire, signé double par le Supérieur du Monastere & député desdits Etablissements, ou par celui que Nous aurons commis à cet effet, au pied de l'un desquels sera donné décharge audit Supérieur & à ladite Réforme ; & l'autre sera déposé, après la réunion, aux Archives de l'Etablissement auquel elle aura été faite.

A R T. I X.

Les Lieux claustraux, Eglises & Bâtimens dépendans desdits Monasteres, & qui seront regardés comme inutiles & d'un entretien onéreux, pourront être vendus dans les formes ordinaires, pour être les deniers provenans desdites ventes, employés par les Administrateurs des Etablissements auxquels les unions auront été faites, & par Nous approuvées, à la restauration d'iceux ou en acquisitions d'effets permis par notre Edit du mois d'Août 1749, au profit desdits Etablissements.

A R T. X.

Seront pareillement employés les deniers provenans des coupes de bois ci-devant ordonnées, & non encore employées ; à la restauration des Bâtimens desdits Etablissements, ou acquisitions d'effets permis par notre Edit de 1749, au profit desdits Etablissements ; à l'effet de quoi les détenteurs des deniers provenans desdites ventes, seront tenus de vider leurs mains en celles desdits Administrateurs, en justifiant par eux de l'emploi. SI DONNONS en Mandement à nos amés, féaux Conseillers, les Gens tenant notre Cour de Parlement à Paris, que ces présentes ils aient à faire enregistrer, & le

contenu en icelles garder & observer selon sa forme & teneur, cessant, & faisant cesser tous troubles à ce contraires. CAR tel est notre plaisir. En témoin de quoi, Nous avons fait mettre notre scel à cesdites présentes. DONNÉ à Versailles, le troisieme jour de Mars, l'an de grace mil sept cent soixante & dix, & de notre regne le cinquante-cinquieme. Signé LOUIS. Et plus bas : Par le Roi, PHELYPEAUX, avec paraphe.

Registrées, ce consentant le Procureur Général du Roi, pour jouir par l'Impétrant de leur effet & contenu, & être exécutées selon leur forme & teneur, conformément aux saints Décrets, Ordonnances du Roi, maximes & usages du Royaume, suivant l'arrêt de ce jour. A Paris, en Parlement, le deux Avril mil sept cent soixante & dix. Signé YSABEAU, avec paraphe.

ETAT DES PENSIONS ANNUELLES

Qui seront payées à chacun des Religieux de la Réforme de Grammont, à compter du premier Janvier 1771.

SUR LA MENSE PRIEURALE DE LOUYE;

Diocèse de Chartres.

A Dom François Nicod, Vicaire Général,	1500 liv.
A Dom Gilbert Tourdaire,	700
A Dom Genès Courtade,	700
	<hr/>
	2900 liv.

SUR LA MENSE CONVENTUELLE DE LOUYE.

A Frere Jean-Pierre Maffillon,	600 liv.
A Frere Joseph Viale,	600
A Frere Pierre-Joseph Dubetex,	600
A Frere Louis Baud,	600
A Frere Michel Vialet,	600
A Frere Claude-Thomas Moillard,	600
A Frere Pierre Dromart,	600
A Frere Jean-Baptiste Donzion,	600
A Dom Jean-Baptiste Vallori,	500
	<hr/>
	5300 liv.

De l'autre part,	5300 liv.
A Dom Jean Dony,	700
A Dom Jean-François Jeannin,	700
A Dom Jacques Paymal,	700
A Dom Jean-Baptiste Beauffey,	700
	<hr/>
	8100 liv.
	<hr/>

SUR LA MENSE CONVENTUELLE DE LA FAYE,
Diocèse de Nevers.

A Dom Martial Heulz,	700 liv.
A Dom Charles Brocard,	700
A Dom François Beringier le jeune,	200
	<hr/>
	1600 liv.
	<hr/>

SUR LA MENSE CONVENTUELLE DE MACHERET,
Diocèses de Troyes.

Audit Dom François Beringier le jeune,	400 liv.
A Dom Antoine Marmy,	700
A Dom François Beringier l'aîné,	700
A Dom Jacques Lambelin,	700
A Dom Laurent Beringier,	700
	<hr/>
	3200 liv.
	<hr/>

SUR LA MENSE CONVENTUELLE DE VIEUXPOU,
Diocèse de Sens.

A Dom Pierre Fabre,	700 liv.
A Dom Joseph Peyronny,	700
A Dom Hugues-Joseph Blondeau,	700
	<hr/>
	2100 liv.
	<hr/>

SUR LA MENSE CONVENTUELLE DE CHAVANON,
Diocèse de Clermont.

A Dom Jean-Désiré Dole ,	700 liv.
A Frere Claude Chaigne ,	400
	<hr/>
	1100 liv.

SUR L'AUMÔNE DE THIERS,
Diocèse de Clermont.

A Dom Antoine Prohet ,	800 liv.
A Dom Benoît Legay ,	800
	<hr/>
	1600 liv.

SUR LA MENSE CONVENTUELLE DE SAINT MICHEL,
Diocèse de Lodeve.

A Dom Gilbert Barge ,	700 liv.
A Dom Louis le Sage ,	700
A Dom Jean-Baptiste Vallory ,	200
	<hr/>
	1600 liv.

SUR LA MENSE CONVENTUELLE D'EPOISSE,
Diocèse de Châlons-sur-Saône ,

Sçavoir :

Sur l'Annexe de Fay en Franche-Comté.

A Dom Pierre Maitreroben ,	700 liv.	} 1700 liv.
A Dom Jacques-François Parigot ,	700	
A Dom Charles Outrey ,	300	

Et sur les Biens & revenus propres au Monastere d'Epoisse.

Audit Dom Charles Outrey ,	400
	<hr/>
	2100 liv.

De l'autre part,	2100 liv.
A Dom Etienne Sabbatier,	600
A Frere Jean Mercier,	600
	<hr/>
	3300 liv.

Registré, consentant le Procureur Général du Roi, pour jouir par les y dénommés de son effet & contenu, & être exécuté selon sa forme & teneur, suivant l'Arrêt de ce jour. A Paris, en Parlement, le deux Avril mil sept cent soixante & dix. Signé Y S A B E A U, avec paraphe.

Collationné sur l'original, & certifié véritable par nous soussigné Vicair Général de l'étroite Observance de l'Ordre de Grammont. A Paris, ce sept Avril mil sept cent soixante & dix.

E. P. T. NICOD.

A P A R I S, chez P. G. SIMON, Imprimeur du Parlement,
rue Mignon Saint André-des-Arcs. 1775.